

Convention collective

IDCC : 8433. – **ENTREPRISES D'HORTICULTURE,
PÉPINIÈRES ET MARAÎCHAGE
(FRANCHE-COMTÉ)
(1^{er} avril 1986)**

(Etendue par arrêté du 11 décembre 1986,
Journal officiel du 20 décembre 1986)

■ *Journal officiel* du 31 mars 2007

**Arrêté du 15 mars 2007 portant extension d'un avenant à la
convention collective de travail concernant les entreprises
d'horticulture, pépinières et maraîchage de la région Franche-
Comté (n° 8433)**

NOR : AGRF0700710A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Sur la proposition du directeur général de la forêt et des affaires rurales,

Vu le titre III du livre I^{er} du code du travail (parties Législative et Réglementaire), et notamment les articles L. 131-3, L. 133-8, L. 133-9, L. 133-14 et R. 133-1, R. 133-2, L. 136-2 et L. 136-3 ;

Vu l'arrêté du 11 décembre 1986 portant extension de la convention collective de travail du 1^{er} avril 1986 concernant les entreprises d'horticulture, pépinières, maraîchage de la région Franche-Comté et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 29 mars 2006 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 9 février 2007 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Arrête :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'avenant n° 31 du 29 mars 2006 (Travail de nuit et retraite complémentaire) à la convention collective de travail du 1^{er} avril 1986 concernant les entreprises d'horticulture, pépinières et maraîchage de la

région Franche-Comté sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 mars 2007.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de la forêt et des affaires rurales :

*Le directeur du travail chargé de la sous-direction
du travail et de l'emploi,*

J.-P. MAZERY

Nota. – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/03 en date du 17 février 2007, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.